analyse

Par **Georges Lefeuvre**, anthropologue, consultant (Af-Pak Research), ex-attaché politique de la Délégation de l'Union européenne au Pakistan.

Photo ci-dessus :
Le 24 février 2016, des combattants talibans viennent se rendre aux autorités dans la province de Nangarhar, dans l'Est de l'Afghanistan. Selon les autorités, 24 auraient abandonné le combat et rejoint le processus de paix mis en œuvre dans cette province. Le même jour, le porte-parole des talibans, Zabiullah Moudjahid, déclarait ne pas être au courant de l'appel au dialogue lancé par Kaboul, soulignant que les conditions préalables à tout nouveau dialogue n'étaient pas réunies : retrait des 13 000 soldats de l'OTAN et suppression des cadres talibans des « listes noires américaines et de l'ONU ». (© Xinhua/Rahman Safi)

La résilience polymorphe et inquiétante des talibans

Malgré les apparences, ou malgré ce que l'Occident voudrait bien croire, après quatorze années de présence pour y assurer à grand prix la paix et la reconstruction, l'Afghanistan est encore un pays en guerre ; la stabilité politique est précaire et la situation sécuritaire n'a jamais été aussi désastreuse. Les talibans, eux, sont plus forts que jamais.

Selon le dernier communiqué d'Eurostat du 4 mars 2016, le nombre de primo-demandeurs d'asile, dès leur arrivée à une frontière de l'Union européenne, a atteint le chiffre de 1,2 million en 2015, dont 362 775 Syriens (30 %) et 178 230 Afghans, en seconde position (15 %), loin devant les Érythréens, qui sont souvent cités car ils fuient un régime totalitaire et sont ainsi éligibles au statut de réfugié politique. Que fuient donc les Afghans, puisque leur pays est censé avoir retrouvé le chemin de la démocratie ? Après l'élection en 2014 du président de la République Ashraf Ghani, la presque totalité des troupes de l'OTAN n'avait-elle pas quitté le pays ? Ne restaient alors que 12 000 hommes pour achever la formation de l'armée nationale afghane (ANA).

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a publié en février son rapport annuel sur les victimes civiles en 2015 : 3545 tués, dont 21 % d'enfants, et 7457 blessés. Si le nombre de morts est légèrement inférieur à celui de 2014 (-4 %), celui des blessés progresse de 9 %. Mais la courbe ne cesse de croître depuis 2012, l'année du début du retrait de l'OTAN, où l'ONU avait compté 2769 morts ; la sinistre progression est donc de +28 % en quatre ans. Cela veut dire que les troupes de la coalition réussissaient à limiter les dégâts, mais aussi que nous n'avons pas laissé derrière nous un pays apaisé.

Recrudescence de la terreur et des combats de reconquêtes talibanes

Voici quelques années, le niveau d'activité des talibans était faible pendant les rudes mois d'hiver, et chacun attendait en avril ce que l'on appelait alors « l'offensive de printemps ». Il n'en est rien cette année, car les attentats se sont multipliés dans les

villes, et les combats talibans de reconquêtes territoriales ont été surtout menés dans les provinces du Sud, après celles de l'automne 2015 dans le Nord. En janvier 2012, lorsque l'OTAN publiait son plan de retrait, *Voice of Jihad*, le site officiel en anglais des talibans, annonçait déjà la nouvelle stratégie : lorsqu'il n'y aura plus de troupes étrangères à combattre, ce sont les civils, serviteurs de l'État et de la Communauté internationale, qui seront visés.
Et ce fut bien le cas dès le lendemain du retrait en décembre 2014 et tout au long de 2015, où l'on ne compte plus les attaques contre les ministères et postes de police, mais aussi les représentations diplomatiques, les agences de l'ONU, les ONG, les hôtels internationaux, etc... La tension à Kaboul est devenue extrême, où la communauté internationale ne sort presque plus de ses maisons *bunkérisées*. La terreur urbaine s'étend désormais aux capitales provinciales. Pendant les deux premiers mois de l'année 2016, deux consulats indiens ont été attaqués, à Mazar-e Charif le 3 janvier, puis à Jalalabad le 2 mars. Ce chef-lieu de la province de Nangarhar a payé un lourd tribut cet hiver, puisque le consulat pakistanais a aussi subi un assaut qui a laissé sept morts le 13 janvier, et l'attentat suicide contre la résidence d'un élu local a tué quatorze personnes, quatre jours plus tard. Puis, le 20 janvier, sept employés de la chaîne de télévision Tolo ont été tués, et vingt policiers basés à Kaboul ont perdu la vie par un autre attentat suicide, le 1er février. Ce furent ensuite douze morts devant le ministère de la Défense, le 26 février et, le même jour, un attentat a fait au moins treize morts au cœur d'Asadabad, capitale de la Kunar, dans le Nord-Est.

> *« Depuis l'attaque de Kunduz [fin septembre 2015], les talibans ont pris le contrôle d'au moins 27 districts sur l'ensemble du pays, selon le décompte du* Long War Journal*, ce qui porte l'emprise totale des talibans à près de 70 districts sur 398. »*

Pendant que les villes sont ainsi meurtries, les talibans gagnent du terrain dans les provinces du Sud, à Helmand et Uruzgan. L'armée et l'administration d'État ont perdu le contrôle d'au moins six districts dans le Helmand depuis décembre dernier. L'armée vient d'ailleurs de décamper de deux d'entre eux au prétexte, selon le général Moeen Faqir, qu'il devait redéployer ses hommes pour sécuriser le grand axe routier qui relie Hérat à Kaboul par le sud. On se souvient aussi de la prise de la ville de Kunduz, dans le Nord, fin septembre, reprise quinze jours plus tard par l'armée, mais les médias ont moins souligné qu'ensuite les talibans ont pris le contrôle de quatre districts autour de la ville, et de douze autres dans les provinces voisines de Baghlan, Takhar et Badakhchan. Le gouverneur de Kunduz a récemment déclaré la ville en « *état de siège* ». Depuis l'attaque de Kunduz, les talibans ont pris le contrôle d'au moins 27 districts sur l'ensemble du pays, selon le décompte du *Long War Journal*, ce qui porte l'emprise totale des talibans à près de 70 districts sur 398.

La situation devient donc catastrophique à l'approche du printemps et du retour de la mobilité des combattants. Les Américains, qui devaient se cantonner à des tâches de formation et d'encadrement, font de plus en plus de sorties aériennes et de terrain. Ils ont apporté leur aide avec succès à Kunduz, en vain dans le Helmand, et sont en nombre insuffisant pour tenir tous les fronts aux côtés d'une armée nationale affaiblie par des pertes et des désertions. Or, selon l'Accord bilatéral de sécurité signé entre Kaboul et Washington en 2014, il ne devait rester que 5500 soldats américains à fin 2015 ; ils sont encore 9800, sur un total d'environ 12 500 sous drapeau de l'OTAN, et le président Ghani essaie de convaincre Barack Obama d'augmenter les effectifs.

Le faux espoir que les divisions affaibliraient les talibans

Les talibans n'ont jamais formé un corps monolithique. Ils sont certes divisés et les lignes de fracture sont parfois brutales sur le terrain. Le clash entre les talibans du mollah Mansour – remplaçant du feu mollah Omar – et les nouveaux adeptes de Daech dans la province du Paktika, a ainsi été sanglant, le 13 février dernier. Malgré les offres de Mansour, Daech est irréductible et refuse toute alliance. Mais d'anciennes allégeances permettent toujours d'établir des passerelles sur le terrain. Ainsi à Kunduz, où le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), très présent dans le Nord, avait déjà fait allégeance à Daech avant les événements. Mais il a été longtemps un fidèle allié du Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP), qui n'a plus de Pakistan que le nom, puisqu'il mène surtout des actions transfrontalières et était le fer de lance de l'opération de Kunduz. Or, cette attaque et la prise d'une quinzaine de districts du Nord ne pouvaient se faire sans le support ou au moins l'approbation du MIO.
La faiblesse dans cette affaire est surtout celle de l'État afghan. Comment les stratèges politiques ont-ils pu imaginer qu'il était possible de retirer les forces de l'OTAN la même année qu'une élection présidentielle qui se présentait mal depuis le début et n'a pas manqué de laisser le pays en totale déshérence, d'avril à octobre 2014 ? Et lorsque l'armée pakistanaise a décidé en

Pour aller plus loin

www.georgeslefeuvre-afpak.com

Photo ci-dessous :
Le 2 mars 2016, des membres des forces de sécurité afghanes se tiennent sur le site d'une attaque contre le consulat indien de Jalalabad, dans l'Est du pays. C'est dans cette ville que sont en train d'émerger les activités du groupe État islamique en Afghanistan : en janvier dernier, l'EI y avait – en vain – lancé un assaut contre le consulat pakistanais. (© Xinhua/ Rahman Safi)

juin 2014 de frapper la zone tribale pakistanaise du Waziristan, limitrophe de l'Afghanistan, nombre de talibans ont passé la frontière avec armes et bagages, renforçant notoirement les forces insurrectionnelles dans un Afghanistan en crise, épaulé par les troupes d'une coalition sur le départ !

L'État afghan ne s'en est pas remis. Le président Ghani a été mal élu, et les résultats officiels du scrutin n'ont d'ailleurs jamais été publiés. Il lui a bien fallu faire une place à son concurrent, le Dr Abdullah, qui criait au trucage massif des votes malgré les recomptages sous l'égide de l'ONU, mais avait les moyens politiques du blocage. Ainsi le Dr Abdullah est-il devenu Premier ministre, ou plutôt « chef exécutif » du gouvernement, titre adopté pour la circonstance parce qu'il n'y a pas de Premier ministre dans la Constitution... Mais le chef du gouvernement de plein droit étant bien le Président, la paralysie de l'exécutif est totale. Dans ce régime bicéphale, où rien ne peut se décider sans l'accord des deux, le gouvernement n'était toujours pas formé quatre mois après l'élection présidentielle. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas d'accord sur la nomination d'un ministre aussi important que celui de la Défense. Mohammed Stanekzaï, choisi par le président Ghani, n'est encore qu'intérimaire. Les élections législatives n'ont pas eu lieu, suspendues à une réforme du code électoral élaboré par des commissions impotentes...

Mais il serait trop facile d'expliquer la ténacité des talibans par la fragilité de l'État. La communauté internationale, qui s'est beaucoup investie sur l'Afghanistan, s'est aussi posée en modèle et a commis les habituelles erreurs ethnocentriques d'analyse. A-t-elle en toute bonne foi commis l'irréparable ? Non, rien ne l'est, mais il reste que les talibans sont plus forts que jamais, ils sont polymorphes et ignorent évidemment les frontières des États. La Chine, les États-Unis, le Pakistan et l'Afghanistan se sont associés pour tenter malgré tout de les asseoir à une table de négociations.

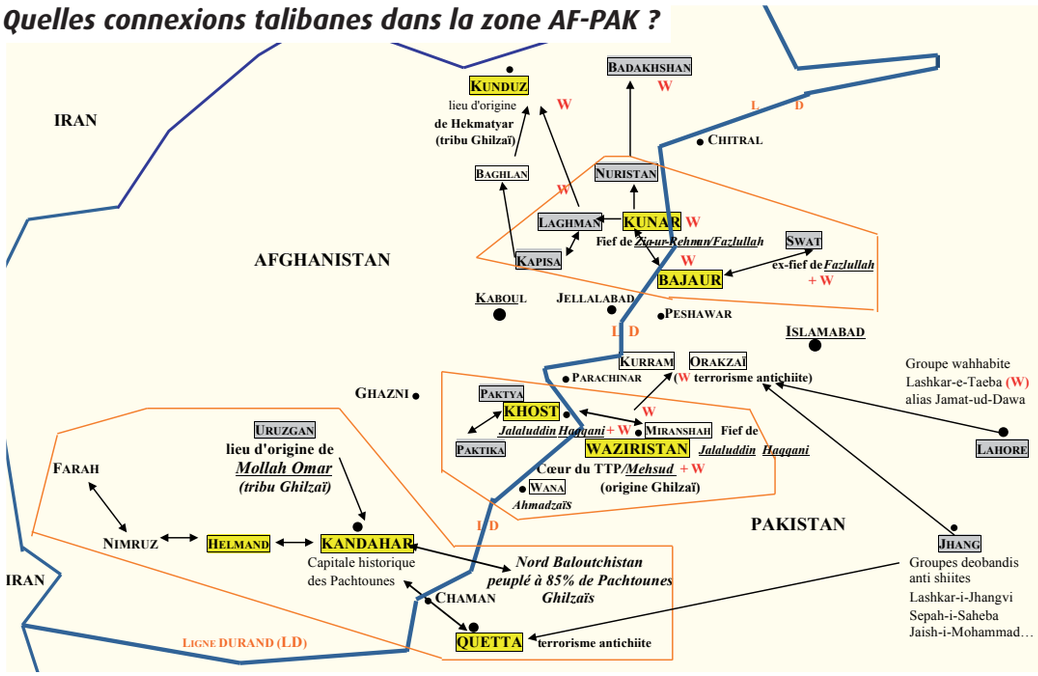
La dimension régionale et l'échec des négociations

Le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif avait fait sa campagne de 2013 sur plusieurs thèmes, dont sa promesse de négocier la paix avec les talibans pakistanais et sa certitude d'y réussir. Un thème porteur pour des électeurs qui en avaient assez de la violence. Au moment des plus fortes crises – celle de la Mosquée rouge, un repaire de radicaux au cœur de la capitale, en juillet 2007, ou celle de la vallée de Swat mise à feu et à sang en 2008 par le mollah Fazlullah –, les Pakistanais ont souffert : pas moins de 12 000 morts civils par attentats entre août 2008 et août 2009 (1). Après avoir eu les yeux de Chimène pour ces talibans qui devaient lui assurer le contrôle de la question pachtoune transfrontalière, le Pakistan était désormais dépassé par les événements, n'ayant pas vu venir la constitution du très radical TTP, qui ne pardonnait pas au président Musharraf de s'être allié avec les Américains, et avait décidé de porter le fer contre l'État en attaquant les casernes, la police, les cours de justice...

Or, Nawaz Sharif a sans doute sous-estimé la dimension régionale « Af-Pak », à moins qu'il n'ait cru pouvoir faire un arrangement dans son coin, ce qui serait alors assez pervers. En effet, s'il avait réussi à faire cesser le terrorisme chez lui, on imagine le nombre de talibans désœuvrés qui auraient gonflé les effectifs en Afghanistan. Il n'y a pas de séparation possible, les talibans endogènes sont tous pachtounes des deux côtés de la ligne Durand qui sert de frontière, héritage colonial contesté par l'Afghanistan ; ils sont majoritairement de la tribu Ghilzaï, dont les subdivisions sont les mêmes des deux côtés... Et puis Nawaz s'est engagé au moment où le TTP était en pleine mutation après la mort du chef Hakimullah Mehsud, en novembre 2013. Le TTP était l'œuvre de la tribu Mehsud, qui a mal accepté que le nouveau chef élu soit le mollah Fazlullah, le boucher de Swat en 2008. Ainsi, certains talibans waziris, comme Wali ur-Rehman de la

> *« Les talibans endogènes sont tous pachtounes des deux côtés de la ligne Durand qui sert de frontière, héritage colonial contesté par l'Afghanistan. »*

Quelles connexions talibanes dans la zone AF-PAK ?



Connexions talibanes en AF-PAK : ⟷
Emprises combattantes transfrontalières : ◇
Groupes wahhabites / Al-Qaïda indiqués par : W
LD sur la carte = Ligne Durand

© Georges Lefeuvre / Réalisation : Georges Lefeuvre, octobre 2015

Emprises talibanes transfrontalières :
- au Sud : Uruzgan-Helmand-Kandahar-Quetta (talibans « historiques »)
- au Centre : Khost-Waziristan (zone d'enkystage d'Al-Qaïda et d'agrégation avec les talibans « historiques » : siège du TTP et réseau Haqqani)
- au Nord : Kunar, Bajaur, emprise TTP depuis 2009, Fazlullah rejoint les forces Zia-ur-Rehma à Bajaur et Kunar/Nuristan puis Kunduz en 2015

Concentration de Wahhabites/ Al-Qaïda (groupes exogènes) :
W : Réseaux du Centre (Khost-Waziristan) et du Nord (Bajaur-Kunar/Nuristan)

tribu Mehsud ou Gul Bahadur, hostiles à cette nomination, semblaient prêts à jouer la carte de l'apaisement au Pakistan en arguant qu'il fallait regrouper les forces sur l'Afghanistan et mettre à profit le retrait de l'OTAN pour s'imposer.
Mais le 17 février, afin de couper court à toute velléité de négociation, un des groupes les plus radicaux du TTP signe sous le nom de Ahrar-ul-Hind (libération de l'Inde) l'égorgement de 23 soldats pakistanais. Divisés mais jamais tout à fait désunis, les talibans se solidarisent à nouveau dans l'action, attaquent l'aéroport de Karachi, une base navale, une base aérienne, le processus capote

et l'armée s'engage massivement au Waziristan. L'année 2014 a donc été celle de toutes les mauvaises conjonctions, crise politique en Afghanistan, retrait de l'OTAN, terreur au Pakistan et naissance de Daech en Irak... Une vraie tentation pour un groupe comme Ahrar-ul-Hind qui s'inscrit clairement dans le djihad mondial et une vision apocalyptique de son rôle en revendiquant plus tard le massacre de 140 écoliers à Peshawar.
Fin 2014, Daech peine encore à s'imposer. Dans son édition de janvier 2015, le magazine *Dabiq* publié par Daech accuse le TTP d'être infidèle à la loi islamique car il se vautre dans le tribalisme et le culte du chef. Mais l'année 2015 va changer la donne.
L'Afghanistan est riche en terres rares et hydrocarbures et le président Ghani y voit la chance pour son pays de devenir un carrefour d'Asie plutôt que de rester un abcès de fixation régionale permanent. La Chine a déjà beaucoup investi dans les gisements gaziers du Nord et dans la mine de cuivre de Mes Aynak, au sud de Kaboul. Elle a aussi construit le port profond de Gwadar au Pakistan, et promet de mettre 46 milliards de dollars dans la construction du « corridor économique Chine-Pakistan », une route transhimalayenne qui reliera le Xinjiang à Gwadar. Encore faut-il en assurer la sécurité. La Chine est donc désormais partie prenante pour tenter d'éteindre les feux du terrorisme, d'autant que les insurgés ouïghours du Xinjiang sont depuis longtemps connectés avec le TTP.
Une première rencontre officielle devait avoir lieu à Islamabad en juillet 2015, organisée par le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, et les États-Unis, mais personne ne semblait bien savoir avec quels talibans... La question se posait à peu près dans les mêmes termes que l'année précédente, les plus opposés au principe de négociation devaient alors trouver le coup d'éclat pour enrayer le processus. Ce fut l'annonce de la mort de mollah Omar, avouée avec deux ans de retard ! Nouvelle bronca et nouvelle guerre de succession ! Qui est qui ? Qui fait quoi ? Quels talibans sont représentatifs ? Aucun... Il fallait prendre ce nouveau risque de division pour n'avoir personne à présenter. Les turbulences n'ont finalement duré que quelques mois, le mollah Mansour, qui assurait déjà la succession du mollah Omar, finit par s'imposer, malgré l'émergence dissidente du mollah Rassoul, ancien gouverneur de la province de Nimroz. En revanche, ceux qui n'ont pas pardonné le mensonge autour de la mort de leur émir se sont ralliés à Daech et s'imposent dans la province de Nangarhar et l'agence tribale pakistanaise de Kurram. L'organisation centrale de Daech ne fera pas allégeance aux talibans de Mansour ou du TTP, pas plus qu'elle ne le fera à Al-Qaïda en général et Al-Nosra en particulier en Syrie. Mais la question reste de savoir si les Afghans et les Pakistanais sous l'étendard de Daech ne sont pas eux-mêmes trop tribalisés pour plaire longtemps au chef suprême Al-Baghdadi.
En revanche, le grand changement est que l'on ne peut plus distinguer entre les talibans afghans historiques qui menaient un djihad national de reconquête et les talibans du TTP, composé aussi de groupes exogènes d'Al-Qaïda, et alliés au réseau Haqqani, qui s'inscrivaient donc dans le djihad mondial. Le mollah Mansour a pris Sirajuddin Haqqani comme vice-président et le TTP a fait allégeance à Mansour. Nous avons donc affaire à une nouvelle force, où la composante Al-Qaïda est réelle. Ils ont mené ensemble des offensives marquantes cet hiver et ont ainsi déclaré fin février qu'ils refusaient toute nouvelle offre de négociation.
En observant la carte de peuplement pachtoune, en étudiant l'histoire de ce peuple déchiré par trois siècles de conflits, et en considérant ensuite la carte des réseaux talibans de toutes sortes, on comprend qu'il y a bien une anthropologie des insurrections et de la terreur propre à cette région, un aspect qui n'a jamais été sérieusement pris en compte. Dans un article du 13 février 1872, le *New York Times* s'inquiétait déjà de la « présence de sectes wahhabites qui infestent le Waziristan et distribuent des lettres de menace pour dissuader les habitants de faire allégeance aux colons britanniques » (*sic*).
Il n'y a pas d'avenir pour des négociations sous le format actuel que proposent la Chine, les États-Unis, le Pakistan et l'Afghanistan. Est-ce d'ailleurs avec les talibans qu'il faut négocier ? S'il n'y a pas de terrorisme hors sol, ce sont d'abord aux populations qui leur servent abusivement de substrat, et qui en souffrent, qu'il faut s'adresser, pour assécher le terrain fertile sur lequel les talibans de plus en plus radicaux prospèrent.

Georges Lefeuvre

Note

(1) Source : mon étude pour la Commission européenne lorsque j'étais en poste à Islamabad.

Photo ci-contre :
Le 25 janvier 2016, des étudiants pakistanais crient leur colère lors d'une manifestation quatre jours après l'attaque par les talibans de l'Université Bacha Khan, à Charsadda, dans le Nord-Ouest du Pakistan : un commando de talibans y a fait au moins 21 morts et une dizaine de blessés. Revendiquée par une branche du Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP), cette attaque aurait été lancée en représailles à la vaste offensive antiterroriste actuellement menée par l'armée pakistanaise dans les zones tribales du Nord-Ouest, frontalières de l'Afghanistan. (© Xinhua/Umar Qayyum)

Quel financement pour les talibans ?

Le pavot ne couvre pas la moitié du budget des talibans. Les soutiens financiers extérieurs sont opérés par des organisations islamiques de charité comme l'International Islamic Relief Organization basée à Djeddah (Arabie saoudite), qui dispose d'une quinzaine de branches à l'étranger et fonctionne en lien étroit avec la Muslim World League fondée en 1962 à La Mecque par la famille Saoud pour la propagation de l'islam wahhabite. D'autres ressources viennent de dons (*sadaka)* ou simplement de l'impôt islamique (*zakat*), dont s'acquittent avec zèle les riches princes du pétrole. Exemple parmi les organisations ainsi irriguées, la Benevolence International Foundation de Djeddah a un guichet à Peshawar. Toutes ces organisations font de l'humanitaire, mais pas seulement ; ainsi, le Jamaat-ud-Dawa (société de prédication) a porté un secours efficace aux victimes du tremblement de terre de 2005 au Pakistan, mais finance aussi sa « maison-mère », le Lashkar-e-Taiba, une redoutable organisation terroriste basée à Lahore.
Dans les zones qu'ils contrôlent, les talibans prélèvent par ailleurs une taxe sur les récoltes (*usher*). Mais l'autre source importante de revenus est le détournement des fonds internationaux d'aide au développement. Les exemples abondent d'entrepreneurs afghans qui doivent payer très cher les talibans pour s'assurer qu'ils n'attaqueront pas le programme d'infrastructures dont ils ont la charge (routes, ponts, etc.). Enfin, les talibans pakistanais tirent des ressources non négligeables de kidnappings contre rançons, et ont partie liée avec le grand banditisme dans la mégalopole de Karachi. **G. L.**